

dans l'I. C. et en Russie. Pour cela même, il serait erroné d'exclure des courants communistes antiparlementaires, sous prétexte que le 2e Congrès a résolu ce problème, alors qu'il a seulement affirmé la nécessité de faire du parlement une arme révolutionnaire sans cependant prouver que cela est possible dans les pays occidentaux de vieille démocratie. Le 2e Congrès a posé comme tâche aux prolétariats des pays démocratiques celle de briser par la violence tout l'appareil fallacieux de l'Etat démocratique, pour instituer la dictature du prolétariat : ici se trouve la notion de principe et non dans l'utilisation du parlement, dont on pourrait parfaitement prouver l'impossibilité. Il en est de même au sujet de la lutte des peuples opprimés, des luttes révolutionnaires nationales, dont on ne pourrait affirmer trouver dans le 2e Congrès une solution définitive: ici aussi l'élément essentiel n'est pas dans l'utilisation obligatoire des mouvements nationaux dans les colonies par le prolétariat — ce qui d'ailleurs s'est avéré impossible (expérience chinoise!) — mais dans une lutte solidaire dans les métropoles, dans les colonies pour le renversement de toute domination de classe. En outre, nous estimons que le 2e Congrès, une fois ces précisions faites, ne contient pas l'exclusion des communistes internationalistes de Hollande (tendance Gorter) et des éléments du K. A. P. D. Il faut considérer que ces courants représentèrent le premier écho aux difficultés pour l'Etat russe, première expérience de gestion prolétarienne, de se lier au prolétariat mondial par un système de principes érigés par l'Internationale; que leur exclusion ne comporta pas la solution à ces problèmes.

Les thèses essentielles du 2e Congrès nous paraissent donc répondre aux conditions posées par les camarades américains. Mais nous pensons que leur point quatre doit être pris en considération, non formellement, mais principiellement. Ce qui ne nous paraît pas être le cas pour ces camarades, du moins s'il faut en juger par les déclarations de leur délégué. Malgré le point quatre, ils n'excluent pas la participation de groupes issus de la social-démocratie ou trotskistes, non reconnus par Trotsky, à leur Conférence Internationale. Cette contradiction résulte des objectifs mêmes qu'ils assignent à une réunion internationale : il s'agit de créer un centre de communisme internationaliste quand en réalité il n'existe pas des groupes pouvant le forger. S'il s'agissait de constituer un bureau d'information, de liaison, ayant pour objectif de faciliter la confrontation, l'étude des expériences des différents prolétariats, le point quatre signifierait une condition fondamentale pour permettre aux communistes internationalistes de répondre à leurs tâches d'aboutir à l'élaboration de documents de base dans chaque pays, pouvant

servir à la préparation d'une Conférence Internationale. Mais puisqu'il n'en est pas le cas, les camarades américains convoqueraient donc une Conférence où il suffirait de simples déclarations pour accréditer des courants confusionnistes et où l'on aborderait immédiatement un ordre du jour propre à une Internationale. D'autre part, le point cinq érige en principe le critère de l'organisation intérieure des P. C., basé sur le centralisme démocratique, sans supposer qu'il soit possible d'élaborer un centralisme qui puisse dépasser celui basé sur les approximations démocratiques et aboutir à un centralisme organique résultant de la mise en valeur des énergies du parti au travers d'une hiérarchie de fonctions politiques : ce qui suppose évidemment un programme, des principes orientés vers la révolution mondiale.

En conclusion, nous pensons que la proposition des camarades américains de créer un centre de communisme internationaliste est prématurée. Notre fraction, qui a tout fait pour nouer des relations internationales, pour aider à constituer des centres de liaison, doit constater que tout a été fait, malgré ses propositions positives, pour rendre tout travail organique à l'échelle internationale impossible. Ce fut d'abord Trotsky et son S. I. qui galvaudèrent les énergies révolutionnaires, puis les noyaux survivants se désagrégèrent devant leur incapacité d'aborder les problèmes actuels du communisme, alors que cette incapacité s'excusait par le prétexte de se « rattacher » aux masses. Notre fraction n'est parvenue à réaliser une communauté de travail qu'avec la Ligue des Communistes internationalistes de Belgique qui est le seul groupement qui se soit dirigé vers sa délimitation programmatique en vue de donner au prolétariat belge son parti de classe. Dans tous les autres pays ces bases indispensables pour une véritable communauté de travail rejetant les exclusives les excommunications n'existent pas encore et nous ignorons même ce que représente la League of Communist Struggle et comment elle envisage son travail. Actuellement, dans l'état de désagrégation avancée du mouvement prolétarien mondial, notre fraction ne voit donc pas la possibilité de nouer des liaisons organiques avec d'autres groupements. Pour constituer aujourd'hui, ne fut-ce qu'un Bureau international d'information il faudrait se reporter en 1933, alors que les conditions très réduites de cette époque n'existent plus : la dissolution des groupes existants s'étant développée à un rythme accéléré. Mais notre fraction contribuera de toutes ses forces au travail de formation des différents groupes qui se disposent dans une direction communiste conséquente. JACOBS